

*Les crédits*

sait, il dépassera probablement, cette année, les 30 milliards de dollars.

Je comprends la préoccupation du ministre d'essayer de trouver des solutions afin qu'un palier de gouvernement puisse diminuer ses coûts d'opérations. Plusieurs des crédits budgétaires dont on discutait aujourd'hui, par exemple, impliquent des obligations statutaires à 70 p. 100.

[Traduction]

Je comprends la préoccupation du ministre et celle du gouvernement.

Quand je parle de réformer la Chambre, je pense que nous devons réfléchir à ce que doit être l'opposition. La réaction automatique de dire que tout ce que propose le gouvernement est mauvais et d'accorder très peu d'appui à la plupart des initiatives qu'il propose vient du système parlementaire britannique, où tous les députés d'un côté votent d'une façon et la plupart des députés de l'autre côté votent d'une autre. Je pense qu'il est nécessaire de repenser cet aspect de la chose.

Je voudrais parler du problème soulevé par le ministre à propos de la façon dont nous traitons certaines initiatives du gouvernement visant à réduire les dépenses. C'est là, à mon avis, que survient le problème que pose le fait, pour un gouvernement, de se décharger de ses responsabilités.

• (1630)

Je pense qu'avant de nourrir tout espoir de rétablir l'intégrité financière de ce pays, il est essentiel d'organiser une conférence nationale tripartite regroupant le gouvernement fédéral, les ministres provinciaux des Finances et les municipalités. Je ne crois pas que nous puissions faire quoi que ce soit pour régler notre dette publique de 700 milliards de dollars si nous ne travaillons pas ensemble, de façon très sérieuse et très structurée, pour trouver une solution au problème de la dette publique nationale.

Il n'est vraiment pas logique, si nous voulons parler sérieusement de réforme fiscale, d'exclure Toronto et d'inclure le Nouveau-Brunswick, d'exclure Montréal et d'inclure le Manitoba, d'exclure la ville de plus en plus prospère qu'est Vancouver et d'inclure l'Île-du-Prince-Édouard.

J'espère que le ministre va prendre ça comme une suggestion. Je pense que tout gouvernement qui veut vraiment régler le problème de la dette, voire éliminer le déficit, doit le comprendre. C'est idiot de parler de réduire la dette tant qu'on a un déficit. Qu'importe la

façon dont les fonds sont utilisés ou le genre de jargon que l'on emploie.

Le député de Mississauga-Nord était président du Comité des finances à l'époque où j'ai entendu pour la première fois parler de cette façon de procéder du gouvernement. Le maire de Vancouver avait dit à ce propos que le fait, pour un ordre de gouvernement, de se décharger de ses responsabilités sur un autre ne changerait rien.

Je propose que l'on établisse un programme. Il ne faudrait pas seulement convoquer des gens, braquer sur eux des caméras et leur faire dire qui sont les bons et qui sont les méchants, qui paie le prix, comment il faut payer l'infrastructure municipale, etc., mais prendre le temps de s'asseoir et d'entendre toutes les personnes qui représentent les intérêts des contribuables, parce que peu importe l'origine du compte de taxes, qu'il vienne du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial ou de l'administration municipale, il n'y a qu'un seul contribuable. Il faut trouver ensemble un moyen de régler ce que les gens perçoivent, après le chômage, comme le problème le plus important du pays, je veux parler de la crise financière dans laquelle nous ont plongés la dette et le déficit.

Je recommande donc la tenue d'une conférence nationale sur la gestion de la dette, conférence à laquelle participeraient les trois ordres de gouvernement de ce pays.

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire):** Monsieur le Président, c'est un plaisir pour moi que de pouvoir prendre la parole aujourd'hui en ce dernier jour de débat sur le budget du gouvernement. De toute évidence, ce budget est le chant du cygne d'un gouvernement fatigué, un gouvernement qui a appliqué durant huit ans, presque neuf, un programme néo-conservateur. Ce programme a donné lieu à de nombreuses mesures qui ont fait beaucoup de tort à notre pays. Il a semé le doute sur l'avenir de notre nation et a fait beaucoup de chômeurs. Il a engendré la misère et on voit de plus en plus de signes de révolte dans la population. La manifestation qui a eu lieu sur la Colline, pas plus tard que samedi dernier, en est la preuve.

Le déficit suscite des préoccupations qui ne sont pas injustifiées, mais je pense que tous les députés et tous les Canadiens doivent reconnaître que ce déficit est le résultat d'une attitude, d'une idéologie précise qu'on a imposée à la nation. Selon cette idéologie, empruntée au courant néo-conservateur représenté par George Bush, Margaret Thatcher et notre premier ministre, le meilleur gouvernement est celui qui en fait le moins, c'est-à-dire qui en fait le moins pour aider la grande majorité des citoyens afin d'aider plutôt les sociétés multinationales à